

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossiers Géopolitique et stratégie

N° 488 du 07.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 La perspective de procès pour crimes de guerre au Moyen-Orient inquiète les diplomates US.

1-2 Immanuel Wallerstein : le Moyen-Orient = nouveau scénario catastrophe.

1-3 Marie Nassif-Debs : Le Projet de George Mitchell : « Un plan de paix » ou bien la préparation de guerres arabes ?

1-4 Aliaa Al-Korachi : Le processus de paix palestino-israélien a été le parent pauvre de la session de l'Assemblée générale de l'Onu.

1-5 Gilad Atzmon : Le discours du Premier ministre Netanyahu à l'Onu ou La pathologie du mal.

1-6 Abdel Bari Atwan : Conférence d'Evaluation de Durban : « Israël a été démasqué, en dépit de la protection des pays occidentaux »

1-7 Neve Gordon : Désobéissance civile des Palestiniens.

2 Annexe

2-1 [Philippe Lewandowski](#) : Palestine : sur l'absence (voulue) d'interlocuteurs.

En 1973, le Nobel de la Paix avait été attribué à Henry Quisingère et Le Duc Tho, qui, lui, l'a refusé parce que "« [...] la paix n'a pas réellement été établie ». (faute de mieux, voir, pour le dirigeant révolutionnaire communiste vietnamien :

http://fr.wikipedia.org/wiki/L%C3%AA_%C4%90%E1%BB%A9c_Th%E1%BB%8D)

En pièces jointes, deux dessins de **Enzo Apicella** (diffusion souhaitée par l'auteur) et **Vauro** (il manifesto)

m-a

Obama Prix Nobel de la Paix 2009 - Le 1er avril tombe tôt, cette année...
Par Desert Peace

*Poursuite de l'attaque contre l'Irak...
Poursuite de l'attaque contre l'Afghanistan...
Poursuite du soutien au génocide et à l'apartheid en Palestine...
Coupable d'avoir orchestré un coup d'Etat au Honduras...
Et il y a plus.....*

OBAMA WINS NOBEL PEACE PRIZE...



Caricature 'Copyleft' par Carlos Latuff

Mélangez tout ça et vous avez le parfait lauréat du Prix Nobel de la Paix.

Quelle farce !

Bah ! Shimon Peres l'a bien eu en 1994, et Menahem Begin en 1978

!!! (ndt)

Source : [Desert Peace](#)

Traduction : MR pour ISM

Tiré a part

Rapport Goldstone : Les Palestiniens en colère contre Mahmoud Abbas

Le président palestinien Mahmoud Abbas était confronté dimanche à la colère croissante des Palestiniens, après sa décision de retirer son aval à un rapport de l'ONU selon lequel Israël et le Hamas ont commis des crimes de guerre lors du conflit de l'hiver dernier dans la Bande de Gaza.

Cette décision a été prise suite à d'intenses pressions des Etats-Unis, précisait-on de sources officielles palestiniennes. Le rapport, rédigé par le très respecté juge Richard Goldstone va désormais rester dans les cartons pendant au moins six mois, au lieu d'être transmis à l'Assemblée générale de l'ONU actuellement en session, assorti d'éventuelles recommandations.

Israël, qui dément tout crime de guerre, a prévenu que tout examen du rapport Goldstone ferait capoter les efforts de reprise du processus de paix. Washington travaille à remettre ce processus sur les rails, et un émissaire américain revient au Proche-Orient dans les jours à venir pour tenter de rapprocher les positions.

Le rapport de l'ONU accuse Israël d'usage disproportionné de la force et d'avoir pris des civils pour cible lors de son offensive meurtrière de trois semaines dans le territoire tenu par le Mouvement de la résistance islamique. Ce dernier est quant à lui accusé d'avoir tiré de manière indiscriminée des roquettes sur Israël et d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains pendant l'offensive israélienne.

L'annonce que l'Autorité palestinienne suspendait sa campagne en vue de poursuites dans cette affaire est intervenue jeudi alors que la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève envisageait de voter sur cette question. Les Palestiniens jetant l'éponge, les autres pays arabes et musulmans leur ont emboîté le pas, et le vote sur le rapport Goldstone a été reporté à mars.

Depuis, la colère monte en Cisjordanie et à Gaza. Samedi soir, des dirigeants de l'OLP se sont réunis et le ministre de la Planification Ali Jarbawi a annoncé qu'il réclamerait des explications lundi en Conseil des ministres : "Nous voulons savoir ce qui s'est passé exactement. Le gouvernement a décidé d'aller jusqu'au bout sur le rapport Goldstone, mais quelqu'un a fait une erreur. Il y a eu une mauvaise décision".

Les conseillers d'Abbas ont défendu cette décision, estimant que les Palestiniens avaient besoin de plus de temps pour rassembler plus de soutien international au rapport Goldstone.

Mais dimanche, un porte-parole du président a annoncé que le ministre de l'Economie, Bassem Khouri, avait démissionné. Sans que l'on sache si sa démission était liée à la décision d'Abbas sur le rapport.

Et, en une très rare critique ouverte, un important commentateur palestinien, Zakaria Mohammed, a jugé qu'Abbas était clairement en cause. "Les gens sont furieux contre lui de sa décision", écrit-il sur le site Web indépendant "Faisal".

A Gaza, pendant ce temps, des manifestations de condamnation ont eu lieu samedi, des centaines d'étudiants séchant les cours pour défiler dans la ville, tandis que des Gazaouis blessés dans l'offensive israélienne, dont des amputés ou des personnes en fauteuil roulant, tenaient une conférence de presse. "Nous considérons que c'est une grande trahison du sang de nos martyrs et de nos enfants blessés", ont-ils déclaré.

4 octobre 2009

<http://www.aloufok.net/spip.php?article931>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information information

1-1 La perspective de procès pour crimes de guerre au Moyen-Orient inquiète les diplomates US.

La politique joue cette semaine autant un rôle important qu'une preuve disponible, alors que le Conseil des Droits de l'homme décide de recommander ou non des procès pour crimes de guerre pour les atrocités à Gaza. De telles enquêtes sont recommandées dans un rapport attendu depuis longtemps du juriste Richard Goldstone présenté hier au Conseil, dans lequel il souligne de nombreuses violations pendant la campagne militaire d'Israël qui a coûté 1.400 vies.

Chris Stephen Samedi 03 Octobre 2009

Les 47 membres du conseil, dominé par des Etats africains, asiatiques et islamiques, ont déjà condamné Israël dans une déclaration en janvier dernier et ils adopteront vraisemblablement une ligne dure cette semaine.

Ces nations semblent à peu près certaines d'envoyer le rapport au Conseil de Sécurité, l'organe le plus puissant des Nations Unies, avec une recommandation que soient envisagés des procès pour crimes de guerre.

Cette perspective a alarmé les diplomates US, qui craignent que menacer les dirigeants israéliens et palestiniens d'accusations de crimes de guerre étouffe toute chance d'un nouveau processus de paix.

Certes, le rapport n'y va pas par quatre chemins. Il énumère les nombreuses violations par Israël pendant son offensive de janvier, y compris le ciblage, avec des obus au phosphore blanc, des hôpitaux Al-Quds et Al-Wafa, et d'un immeuble de l'ONU abritant 600 réfugiés. Il énumère les plaintes que les troupes israéliennes ont utilisé des civils palestiniens, souvent les yeux bandés, comme « boucliers humains » alors qu'elles fouillaient des bâtiments suspects.

Et il dit que les forces israéliennes ont aussi frappé des cibles non-militaires comme des usines hydrauliques et la seule minoterie de Gaza, ainsi qu'une usine de retraitement des eaux usées, ce qui a conduit à une inondation de 200.000 m3 d'eaux usées près de terres agricoles.

Le plus bizarre est la destruction d'une très grande ferme avicole qui pourvoyait Gaza de 10% de ses œufs.

« Des bulldozers blindés ont systématiquement rasé les poulaillers, tuant les 31.000 poulets qui se trouvaient à l'intérieur, » rend-il compte. « La destruction des installations d'approvisionnement alimentaire, des systèmes d'assainissement de l'eau, des usines de béton et de maisons résidentielles est le résultat d'une politique délibérée et systématique par les forces armées israéliennes, » dit le rapport.

Le juge Goldstone écrit que les éléments de preuve, recueillis lors de plusieurs visites à Gaza, indiquent que des cibles civiles ont été délibérément frappées, en violation des lois de la guerre.

« Selon le gouvernement d'Israël, il n'y a pratiquement eu aucune faute de commise, » dit le rapport, décrivant les attaques comme « une attaque délibérément disproportionnée destinée à punir, à humilier et à terroriser une population civile. »

Le rapport condamne également les attaques à partir du territoire palestinien sous la forme de missiles non guidés qui sont tombées sur des colonies israéliennes peu de temps avant qu'Israël lance sa campagne. Il indique qu'outre les trois civils israéliens et le soldat tués lors de ces attaques, la population entière a subi un traumatisme tandis que les roquettes tombaient parmi elle.

Des rapports similaires ont conduit le conseil de sécurité a créé son premier tribunal pour crimes de guerre, pour l'ancienne Yougoslavie, en 1993, pour lequel le juge Goldstone fut nommé procureur. D'autres tribunaux ont suivi pour le Rwanda, la Sierra Leone, le Timor oriental et le Soudan.

Goldstone a demandé au conseil de sécurité de donner à Israël et à l'Autorité Palestinienne l'opportunité de mener leurs propres investigations, et sinon, d'ordonner à la Cour Pénale Internationale de La Haye de faire elle-même le travail.

Mais la Maison Blanche est horrifiée par la perspective de tels procès. Washington a travaillé dur pour élaborer un nouveau processus de paix pour la région, espérant que le discours de Barack Obama au Caire au début de l'année gagnerait l'appui des nations islamiques.

Aujourd'hui, les responsables américains craignent qu'un processus pour crimes de guerre visant ces mêmes dirigeants supposés élaborer un processus de paix ne conduise à la fin de celui-ci.

C'est le tendon d'Achille des tribunaux pour crimes de guerre – à savoir que dans certains cas, la recherche de la justice puisse réellement faire obstacle à la recherche de la paix.

Le juge Goldstone rejette cet argument. Il a dit au conseil que la justice est le ciment sur lequel la paix est bâtie : « L'absence persistante de justice sape tout espoir d'un processus de paix couronné de succès et renforce un

environnement qui favorise la violence. »

Il est vraisemblable que le conseil en convienne. Sa résolution de janvier, condamnant l'offensive d'Israël contre Gaza, montre l'humeur de la majorité, qui comprend la Chine et la Russie. A l'époque, les nations occidentales, dont le Canada et l'Allemagne, ont refusé de se rallier à la motion, arguant qu'elle ne critiquait que les Israéliens. Mais le juge Goldstone espère réduire de telles critiques à néant après avoir élargi son mandat original à enquêter non seulement les actions israéliennes, mais aussi celles des Palestiniens qui ont lancé des attaques à la roquette sur des civils israéliens.

Tout cela fait qu'il est plus que probable que le conseil des droits de l'homme envoie le rapport au conseil de sécurité, avec une recommandation que les enquêtes sur les crimes de guerre soient prises en considération.

Si cela arrive, le conseil de sécurité se retrouvera dans une position inconfortable.

S'il agrée le processus de crimes de guerre, il risque voir s'évaporer les perspectives d'un règlement au Moyen-Orient. S'il refuse, il faudra qu'il explique pourquoi, après avoir créé des tribunaux pour crimes de guerre pour les Balkans, l'Afrique et l'Asie, il ne fait pas la même chose pour le Moyen-Orient.

Source : [Irish Times](#)

4/10

Traduction : MR pour ISM

<http://www.alterinfo.net/>

1-2 Immanuel Wallerstein : le Moyen-Orient = nouveau scénario catastrophe.

Extrait

Obama a un plan pour le Moyen-Orient, signe des accords, en particulier avec l'Irak.

Mais Immanuel Wallerstein, un sociologue américain proche de Bourdieu, développe une analyse alarmante.

Pour lui, un jeu de dominos délétère est en route qui risque de provoquer un embrasement anti-américain en Irak, puis en Afghanistan puis au Pakistan et rendre impossible tout accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

Le pire n'est jamais sûr... Surtout quand on l'anticipe!

Le Moyen-Orient est sur le point de s'embraser mais ni le gouvernement ni l'opinion publique américaine n'y sont préparés.

C'est à peine s'ils semblent conscients de l'imminence de cet embrasement, et ils ignorent à quel point il sera dévastateur. Le gouvernement américain (et donc, inévitablement, l'opinion publique) se berce complètement d'illusions sur sa capacité à gérer la situation dans le cadre des objectifs déclarés.

La tempête soufflera d'Irak en Afghanistan, d'Afghanistan au Pakistan, du Pakistan en Israël/Palestine, et comme le dit l'expression consacrée, « elle se répandra comme une traînée de poudre ».

Israël/Palestine

Puis vient l'étape quatre de l'embrasement, Israël/Palestine. Le monde arabe observera l'effondrement des projets américains en Irak, en Afghanistan et au Pakistan. Le projet des Etats-Unis en Israël/Palestine se résume en un mot: un accord de paix entre les Israéliens et les Palestiniens. Les Israéliens ne vont pas bouger d'un pouce. Mais les Palestiniens non plus, ni maintenant ni en particulier après l'incendie. L'embrasement aura une seule conséquence: les autres Etats arabes feront pression sur le Fatah et le Hamas pour qu'ils joignent leurs forces au conflit général. Ce qui se fera, peut-être au sens littéral, sur le cadavre de Mahmoud Abbas.

L'intégralité du programme d'Obama sera parti en fumée.

Et les Républicains en feront leur miel. Ils qualifieront la défaite américaine au Moyen-Orient de « trahison » et ce n'est un secret pour personne que nombres de gens aux Etats-Unis sont très réceptifs à ce thème...

Soit on anticipe les incendies et on prend des décisions utiles, et urgentes. Soit ils vous happent.

Immanuel Wallerstein :

08/09/09

*Immanuel Wallerstein est un sociologue américain.

Proche de Noam Chomsky et de Pierre Bourdieu, sa critique précoce du système capitaliste mondial en a fait une sorte d'éminence grise du mouvement altermondialiste. Il fut notamment l'un des signataires du manifeste de Porto Alegre du Forum social mondial.

Son dernier ouvrage, L'universalisme européen : de la colonisation au droit d'ingérence, a été édité chez Demopolis en 2008.

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article04/EkVkuFAkuZkCggTnLH.shtml>

1-3 Marie Nassif-Debs : Le Projet de George Mitchell : « Un plan de paix » ou bien la préparation de guerres arabes ?

Avec le retour prochain de George Mitchell au Moyen Orient, on a recommencé à parler du « plan de paix » qu'il présenta, à la fin du mois de juillet, sur les bases du discours de son président, Barak Obama, au Caire.

Et les déclarations se sont multipliées de la part des Israéliens et des Arabes, à commencer par Benjamin Netanyahu et son ministre de la guerre Ehud Barak, mais aussi Amro Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, et Khaled Mechaal, chef politique du Hamas.

Ainsi, Netanyahu, qui avait commencé, dimanche passé, ses discours presque quotidiens par une décision ambiguë selon laquelle il gèlerait la construction des colonies en Cisjordanie, s'est vite rétracté en spécifiant qu'il

poursuivrait ses exactions à Jérusalem (Al Qods), tandis que son gouvernement prenait la décision de donner le feu vert à la construction d'une colonie au Nord du Jourdain, selon une décision, dite stratégique, déjà prise par l'ex ministre de guerre Amir Perets.

Quant aux Arabes, et aux Palestiniens en particulier, ils sont divisés sur eux-mêmes, comme d'habitude, entre ceux qui, comme Khaled Mechaal, pensent que la « normalisation des relations avec Israël doit se faire après qu'il ait accepté de mettre un terme définitif à la construction des colonies » et ceux qui, comme Amro Moussa, trouvent que la normalisation doit se faire, mais ne doit pas être « gratuite ». Cependant les deux tendances ne disent mot sur le droit au retour de tout le peuple palestinien et oublient de parler de la nécessité d'une position unique et ferme en ce qui concerne l'Etat palestinien et l'avenir d'Al Qods que Barak Obama voudrait transformer en ville ouverte.

Paix provisoire et bombe à retardement

Commençons, d'abord, par préciser le contenu du « plan Mitchell », ainsi que ses différentes étapes et si les Etats-Unis sont vraiment sérieux en ce qui concerne la mise en avant d'une solution juste du problème palestinien ou si le nouveau projet ira rejoindre d'autres, semblables, rédigés au fil des ans, depuis les années Soixante du XX^e siècle. D'ailleurs, il est nécessaire pour nous d'ajouter que nous partons, dans notre étude, de la vision pragmatique en politique de la nouvelle administration étasunienne

(en quoi elle ne diffère pas de celle qui l'avait précédée, sauf sur le plan formel) qualifiée par le quotidien Haaretz comme étant une « politique de boutiquier » qui accorde une étagère à l'Irak et une autre au dossier nucléaire iranien... auxquelles nous ajoutons une troisième consacrée à la Palestine. Mais, toutes sont sous le contrôle partiel d'Israël, représentante du boutiquier dans la région.

Commençons par le commencement.

La première étape déclarée met, si elle est approuvée, la cause palestinienne sur la voie de la liquidation finale :

- Sur le plan palestinien, elle projette « l'arrêt des actions et des déclarations négatives » vis-à-vis d'Israël, en plus de « l'élargissement du rôle des forces palestiniennes de sécurité » ; ce qui laisse sous-entendre que les Palestiniens doivent mettre fin à toutes activités de résistance contre Israël et s'abstenir de toute déclaration à propos des massacres et des arrestations, qui sont devenus leur pain quotidien... Bien plus, ce que George Mitchell veut réellement de la part du gouvernement palestinien, c'est de mettre la main à la pâte afin de couper la voie aux opérations de résistance contre l'occupation israélienne. Par contre, il n'est rien dit à propos de l'occupation militaire et économique des territoires palestiniens ni des déclarations israéliennes concernant un nouveau « transfert » des Palestiniens des territoires de 1948, afin de judaïser ces territoires en vue du nouveau projet : Israël, Etat des Juifs du monde.

- Sur le plan israélien, elle conseille « un gel temporaire dans la construction de nouvelles colonies, accompagné d'une plus grande facilité sur le plan économique dans les régions supervisées par l'autorité palestinienne ». Dans cette phrase, l'adjectif « temporaire » exprime la possibilité pour Israël d'obtenir, plus tard, l'accord de Washington afin de poursuivre sa mainmise sur de nouvelles terres palestiniennes. Surtout que le gouvernement Netanyahu-Liebermann a obtenu que le sort des colonies érigées dernièrement en Cisjordanie ne soit pas mis sur le tapis ; parce que ce problème pourrait déclencher une guerre civile en Israël et nuire, par suite, aux intérêts des Etats-Unis dans la région.

- Sur le plan arabe, cette étape prévoit « l'ouverture, au moins, de bureaux commerciaux arabes en Israël ». Ce qui aboutit à dire que l'administration d'Obama, qui avait déjà usé de l'argent arabe pour endiguer, partiellement la crise économique qui sévit dans son pays, voudrait aussi trouver une solution à la crise économique israélienne dans la poche des gouverneurs arabes toujours prêts à dilapider nos richesses pour sauvegarder leurs régimes : ainsi, le Qatar et le Maroc ont tout de suite répondu à l'appel en déclarant la réouverture de leurs bureaux à Tel Aviv, qu'ils avaient fermés (?) lors de la dernière agression israélienne contre Gaza ; de plus, on parle beaucoup de nouveaux échanges entre Israël et d'autres pays arabes qui voient en lui une possibilité de les secourir contre « l'ennemi iranien », quand l'occasion se présentera. D'ailleurs, la normalisation des relations commerciales est moins difficile que l'échange diplomatique, par exemple, vu qu'il suffit à quelques sociétés arabes d'avoir des représentants dans certaines villes israéliennes, selon le principe « ni vu, ni connu »...

Le rôle de la Turquie et les engagements étasuniens

- En plus des délégations commerciales exigées de tous les Arabes, une autre condition est posée : la reprise des négociations indirectes entre Damas et Tel Aviv. A cet effet, notons le rôle joué par la Turquie, surtout qu'Ankara tente de se montrer sous un jour « indépendantiste » vis-à-vis de Washington, tant en ce qui concerne la solution du problème de la région de Kirkuk, en Irak, (qui constitue, en fait, un problème intérieur turc, tant sur le plan de la population turkmène de cette région que sur le plan économique, surtout pétrolier). Notons aussi la position du gouvernement turc qui avait stigmatisé l'agression israélienne à Gaza, sans pour autant faire de véritables pressions sur Tel Aviv ou mettre des bâtons dans les roues de l'OTAN. Parce que la Turquie a un besoin pressant de se faire accepter au sein de l'Union européenne en tant que membre à part entière, tout en continuant à jouir de la délocalisation de milliers de sociétés européennes (celles de l'automobile et de la confection, notamment) qui ont trouvé dans ce pays un nouveau lieu pour gagner plus, tout en fraudant le fisc de leurs pays d'origine.

- Enfin, il est nécessaire de dire quelques mots en ce qui concerne les promesses et engagements de ceux qui ont préparé le projet. Les Etats-Unis se sont engagés sur trois points :

. Le premier consiste à donner une plus grande place militaire à Israël, y compris une plus grande participation aux opérations de l'OTAN ; c'est sur cette base que Tel Aviv fut présent aux dernières grandes manœuvres de la fin du mois d'août et que les dirigeants de l'Union européenne ont levé la consigne qui gelait la mise en exécution

du traité signé par Nicolas Sarkozy, durant sa présidence de l'Union, et dont une des clauses considère Israël comme partie intégrante des opérations militaires européennes, notamment sur le continent africain...
. Le second, quant à lui, consiste de la part des Etats-Unis à montrer une plus grande fermeté en ce qui concerne le programme nucléaire iranien. Fermeté qui, selon le ministre de guerre Robert Gates, pourrait aboutir à des sanctions musclées et décisives au mois de septembre, si Téhéran n'a pas répondu favorablement aux propositions qui lui furent envoyées.
. Le troisième, enfin, promet à Israël une normalisation ultérieure complète de ses relations avec les Arabes ; laquelle commence à se faire sentir, tant à travers l'ouverture du Canal de Suez devant les navires et les sous-marins israéliens qu'à travers les dépêches annonçant une prochaine ouverture du ciel arabe devant les avions et les bombardiers israéliens. Cette dernière mesure, si elle est prise, n'a pas seulement des répercussions sur le plan économique, mais elle exprime le consentement arabe officiel au plan que le gouvernement Netanyahu-Liebermann avait mis au point pour porter un coup à l'Iran et, en même temps, au Liban sous prétexte de contrer la force du Hezbollah lié à l'Iran.

La situation des Arabes dans ce projet

Cette analyse nous pousse à nous demander ce que les Arabes auront à gagner en contrepartie de leur consentement à ce projet.

La réponse est : ils ont tout à perdre et rien à gagner. Ils perdront la Cause palestinienne et, avec elle, leur existence même. Parce que le discours du président étasunien Barak Obama voulait démontrer qu'il n'existe pas une nationalité arabe et que les Arabes constituent une partie du monde musulman, en général, qui s'étend jusqu'en Afghanistan et au Pakistan. Et, ce monde musulman, auquel on donne tantôt le nom « Le Grand Moyen Orient » ou celui du « Nouveau Moyen Orient », est un monde qu'il faudrait morceler, selon l'exemple de l'Irak (suivi par le Liban et, maintenant, par le Yémen), en groupuscules confessionnels et ethniques antagonistes ou, du moins, en une mosaïque formant deux larges croissants, dont l'un aurait une dominante chiite et l'autre une dominante sunnite... Ce qui permettrait aux Etats-Unis de réaliser son projet général, visant à une mainmise totale sur les sources d'énergie (pétrole et gaz) dans toute la région allant des anciennes républiques islamiques de l'ex Union soviétique jusqu'au Maghreb arabe, mais aussi sur les routes de transport de cette énergie à travers la Géorgie, la Turquie et Israël vers le monde, en général, et l'Europe, en particulier.

Croire ce que disait Barak Obama sur la volonté des Etats-Unis de trouver une solution juste avec le monde arabe relève de l'utopie pure. Parce que si les Etats-Unis voulaient une solution basée sur le respect et les intérêts mutuels, pourquoi continueraient-ils à envoyer toutes ces armes sophistiquées et toute cette aide militaire et économique à Israël ? Surtout que George Mitchell n'a pas pu réaliser la seule promesse qu'il avait tenue en parlant de la volonté de Washington d'asseoir le cessez-le-feu à Gaza, en vue d'améliorer la situation des habitants de cette région toujours encerclée.

Disons, enfin, que ceux qui ont trouvé dans le projet de George Mitchell un indice positif, surtout à partir de ses appels à revenir aux pourparlers entre les parties en présence, s'illusionnent une fois de plus. Ce que les Etats-Unis veulent, c'est tout simplement réorganiser leur présence (armée, surtout) et celle de leurs alliés dans la région, et en premier lieu l'allié israélien. Il n'est nullement question d'un retrait total des troupes, ni hors de l'Irak, ni de l'Arabie saoudite ou des bases érigées au Qatar ou au Koweït. Ce que préconise Washington, c'est une plus grande participation de l'OTAN et des européens à ses projets guerriers. Voilà tout.

Et, si certains trouvent que c'est en l'honneur de George Mitchell de tenter une solution de paix durable entre les Palestiniens et les Israéliens, ainsi que dans la région, à l'exemple de celle qu'il avait trouvée auparavant pour résoudre une crise de 800 ans en Irlande, nous leur disons que ce n'est ni Mitchell ni les Etats-Unis qui ont mis au point la solution pour l'Irlande : Ils se sont contentés d'entériner une paix voulue par les belligérants irlandais qui étaient parvenus à l'idée qu'il fallait des concessions mutuelles pour arriver à la paix ; ce qui n'est pas le cas d'Israël. Ni même des Etats-Unis. Nous ajoutons que les intérêts en jeu dans un pays agricole sont très différents de ceux où il est question de pétrole et de gaz naturel.

Sur ces bases, il nous apparaît que le soi-disant projet de paix mis au point par Mitchell n'est autre qu'un projet de guerre entre Palestiniens et, aussi, entre les différents pays arabes qui se verront divisés sur une illusion mensongère, comme ils le furent du temps du projet de Rogers ou de celui de Kissinger. Et, si certains gouverneurs arabes ou, même, tous sont convaincus des avances qui leur sont faites, dans un objectif de sauvegarder leurs régimes branlants, pourront-ils tenir tête à leurs peuples le jour où Israël déclarera Al Qods (vers laquelle a émigré le gouvernement israélien) capitale de « l'Etat des Juifs dans le monde » ? Pourront-ils consentir à ce qu'Israël leur demande, à savoir : nier le droit au retour du peuple palestinien ?

Marie Nassif-Debs, membre du Parti Communiste Libanais

Analyse parue dans le dernier numéro d'Al-Nidaa, organe de presse du PCL

Le 12 septembre 2009

<http://libanresistance.blogspot.com/>

1-4 Aliaa Al-Korachi : Le processus de paix palestino-israélien a été le parent pauvre de la session de l'Assemblée générale de l'Onu.

ONU : Israël persiste à dresser les obstacles face à une administration américaine peu énergique.

Déception palestinienne à l'Onu

C'était, dit-on, l'occasion de la dernière chance. Il s'agit de cette réunion de l'Assemblée générale de l'Onu, où tout le monde aspirait d'entendre la nouvelle d'une relance du processus de paix au Proche-Orient. Mais c'est une occasion ratée comme bien d'autres qui l'ont précédée.

Et selon les termes même de Mahmoud Abbass : « La voie est à présent bloquée ».

Resté lettre morte depuis le 29 décembre 2008, date de l'agression israélienne contre la bande de Gaza, que subsiste-t-il du processus de paix ? Il devient, en fait, un terme qui perd avec le temps de l'éclat voire de son sens même.

L'Autorité palestinienne, qui envisageait de saisir le Conseil de sécurité de l'Onu et l'Assemblée générale pour faire arrêter la colonisation israélienne, est rentrée les mains vides. C'est la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie et à Jérusalem-Est qui se dresse aujourd'hui comme la principale pierre d'achoppement empêchant la reprise des négociations de paix.

Le discours d'Obama à l'Onu, selon ses termes, paraît ambitieux. Le président américain déclare que « l'Amérique n'accepte pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne » et qu'« il est temps de relancer, sans conditions préalables, les négociations portant sur les questions du statut final : la sécurité pour les Israéliens et les Palestiniens, les frontières, les réfugiés et Jérusalem », a-t-il ajouté. « L'objectif est clair : deux Etats vivant côte à côte en paix et en sécurité. Un Etat juif d'Israël, offrant une réelle sécurité à tous les Israéliens, et un Etat palestinien viable, indépendant et disposant d'un territoire contigu mettant fin à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 ». Et ensuite ? Le processus de paix d'Obama, comme toujours, ne semble mener nulle part.

L'administration Obama a épuisé ses huit premiers mois à négocier avec Israël sur un gel des colonies, mais toujours sans résultat. Le sommet tripartite à New York, regroupant Obama avec le premier ministre, Benyamin Netanyahu, et le président palestinien, Mahmoud Abbass, en marge de l'Assemblée générale de l'Onu, n'était qu'un événement médiatique. Il n'a accouché de rien de plus que d'une poignée de main devant les caméras. On dit même que ce show était l'objectif même de ce sommet. Puisque les deux parties se sont réunies sans préparation et sans compromis précis à prévoir. En fait, cet échec de ce sommet a été précédé par un autre, une semaine avant la séance de l'Onu. La tournée de quatre jours de l'envoyé spécial américain au Proche-Orient, Georges Mitchell, faisant la navette entre les Palestiniens et les Israéliens a confirmé bien ce blocage et Mitchell a quitté la région sans aucun espoir d'une relance des négociations.

Pour les Palestiniens, les négociations ne reprendront pas tant que la colonisation n'est pas arrêtée. Quant à Netanyahu, son gouvernement n'envisage pas le « gel » de la colonisation, mais seulement un « ralentissement » de la construction limité à plusieurs mois.

L'origine de tous les maux

En fait, la création d'un Etat palestinien est minée par la colonisation. Ce rythme actuel accéléré de la colonisation, du gouvernement de droite de Netanyahu en Cisjordanie occupée, risque d'anéantir les chances de création d'un Etat palestinien. Des travaux sont en cours pour la construction d'une soixantaine de logements juifs dans le quartier de Arab Al-Sawahra d'Al-Qods. Ils visent à compléter la ceinture des quartiers juifs qui entourent la partie orientale arabe d'Al-Qods.

3 000 logements dans des implantations de la Cisjordanie occupée sont en cours.

Selon Abdel-Qader Yassine, écrivain palestinien qui vit en Egypte, il n'existe pas aujourd'hui ce qu'on appelle un processus de paix. « Le différend qui paraît sur la surface entre l'administration Obama et Israël n'est qu'illusoire. Obama veut seulement prouver au monde qu'il déploie des efforts pour la paix. Mais au fond, il soutient cette intransigeance d'Israël. S'il est vraiment sérieux, pourquoi ne parle-t-il pas du même ton que celui qu'il utilise quand il s'agit du nucléaire iranien ? », s'interroge-t-il. Il ajoute que c'est seulement des manœuvres pour tenter d'obtenir des Etats arabes qu'ils normalisent leurs liens avec Israël. « Sous prétexte d'infléchir les positions israéliennes, le président américain incite les pays arabes vers une normalisation des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu ».

Mais en fait, les divisions interpalestiniennes assument aussi une part de la responsabilité.

Selon Mohamad Abdel-Salam, politologue au Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahram, la position du Hamas paraît comme s'il veut que le processus face marche arrière. Ismaïl Haniyeh, chef du gouvernement à Gaza, a déclaré que « personne n'avait de mandat pour négocier les droits du peuple palestinien ».

Autrement dit, Mahmoud Abbass n'a pas la légitimité pour aller à New York. Le Hamas doit répondre cette semaine à la proposition du Caire pour la réconciliation avec Fatah. « Des entraves dans la réconciliation interpalestinienne veulent dire des entraves dans la relance du processus du paix, ce qui verse dans le camp d'Israël qui profite bien de ce différend et parle d'un manque d'interlocuteur » conclut Abdel-Salam.

Le processus de paix au Proche-Orient, tel que conçu par l'Accord d'Oslo en 1993, est-il encore en mesure de servir de base à la recherche d'un règlement global de la question de Palestine ? Les faiblesses de la session de l'Onu sont représentatives de toutes les difficultés présentes.

Aliaa Al-Korachi

<http://hebdo.ahram.org.eg:80/arab/ahram/2009/9/30/leve2.htm>

1-5 Gilad Atzmon : Le discours du Premier ministre Netanyahu à l'Onu ou La pathologie du mal.

Le discours du Premier ministre israélien Netanyahu à l'Onu nous donne un aperçu magistral de la mentalité, de la psyché et de la logique israélienne.

Dans son discours, Netanyahu, qui est un orateur prolix et charismatique, donne libre cours à ses inclinations génocidaires. Il met en lumière le suprématisme israélien, mais il nous permet aussi de détecter certains points faibles, certaines vulnérabilités au cœur du récit national juif. La lecture de ce discours fait apparaître très clairement que tant la shoah sioniste que les narrations autour de la « terre promise » sont sur le point de s'effondrer. On dirait que le président iranien soi-disant « discrédité » Ahmadinejad l'a emporté, en fin de compte.

Laissez la shoah tranquille !

Les Israéliens aiment leur Shoah, car la Shoah est, à n'en pas douter, leur meilleur produit de *Hasbara*, de propagande.

Elle leur permet, en quelque sorte, de massacrer en masse et de le faire de manière indiscriminée, tout en affirmant que ce sont eux qui sont les victimes.

« *Je me suis rendu dans une villa, dans une banlieue de Berlin appelée Wannsee* », a ainsi dit Netanyahu. « *Là-bas, le 20 janvier 1942, après un festin jovial, les plus hauts responsables nazis se sont réunis et ils ont décidé de quelle manière ils allaient exterminer le peuple juif* ».

Monsieur le Premier ministre Netanyahu, si vous êtes sincèrement intéressé par les « *projets d'extermination* », vous n'avez pas besoin d'aller jusqu'à Wannsee, dans la banlieue de Berlin ! Il vous suffira d'aller visiter le QG de vos « *Forces Israéliennes de Défense* », à Tel Aviv. Vos commandants-en-chef vous guideront à travers leurs « *solutions* » à la mode Tsahal pour les Palestiniens. En fin de compte, c'est votre armée, qui entoure les Palestiniens de fil de fer barbelé ; c'est vous qui maintenez la population civile en état de siège, sans vivres et sans médicaments. Et c'est votre armée, qui a déversé des armes de destruction massive sur les régions les plus densément peuplées de notre planète, non ? Alors que la signification exacte de la « *solution finale nazie* » (Die Enlösun) fait encore l'objet de controverses entre historiens incapables de se mettre d'accord entre eux sur ce que cela peut bien signifier au juste, nous avons tous vu la réalité vraie de la solution meurtrière israélienne. Il est toutefois presque amusant de voir le Premier ministre Netanyahu courir défendre la narration de l'holocauste.

Le fait de regarder Netanyahu en train de présenter le protocole de la conférence de Wannsee à l'assemblée générale de l'Onu donne l'impression manifeste que le Premier ministre israélien est persuadé du fait que la Shoah a urgemment besoin d'une transfusion de crédibilité.

Pour la toute première fois, la Shoah se retrouve en position de défense.

« *Voici une copie des plans d'Auschwitz-Birkenau, où un million de juifs ont été assassinés. Alors ; c'est aussi un mensonge, cela ?* », demande le Premier ministre israélien.

Monsieur le Premier ministre Netanyahu, puis-je vous suggérer qu'aucun humaniste ne se préoccupe des chiffres exacts de victimes : que cela ait été un ou quatre millions de juifs qui sont morts à Auschwitz, nul ne doute que les camps de concentrations étaient horribles. Pourtant, il faut apporter une réponse à deux questions, une bonne fois pour toutes : comment se fait-il que les juifs, qui ont tellement souffert durant cette guerre, se sont arrangés pour être embringués dans un colossal crime raciste à l'encontre des Palestiniens, la Nakba de 1948, trois ans, tout juste, après la libération du camp d'Auschwitz ?

Comment se fait-il que les dirigeants israéliens, qui semblent être si sensibles à la souffrance juive, réussissent le tour de force d'ignorer totalement la souffrance qu'ils infligent à des millions de Palestiniens ?

La suprématie et au-delà

En tant que mouvement nationaliste, le sionisme ne respecte pas d'autres mouvements nationalistes et populaires.

Apparemment, Netanyahu ne respecte ni le peuple iranien, ni le régime qu'il s'est donné. « *Partout où ils le peuvent, ils imposent une société rétrograde et enrégimentée dans laquelle les femmes, les minorités, les gays ou quiconque n'est pas considéré comme un authentique croyant est brutalement contraint à se soumettre.* »

Netanyahu doit savoir que la loi judaïque ne diffère pas réellement de l'Islam, dans ces domaines. Il doit aussi se souvenir que c'est dans son pays que des gays se sont fait assassiner dans la rue, il n'y a pas encore un mois. Il est presque amusant de voir Netanyahu décider de mettre le signe d'égalité entre l'Iran, la barbarie et le Moyen Age en raison de la manière dont il traite ses minorités. En matière de minorités, l'Etat juif est en réalité le pire endroit sur notre planète. Dans la terre promise de Netanyahu, la moitié des habitants sont exclus du jeu démocratique pour la simple raison qu'ils n'ont pas l'heur d'être juifs.

A écouter Netanyahu, Israël serait l'incarnation de la modernité occidentale. « *Nous (nous, les Occidentaux), nous allons décoder le génome. Nous allons soigner les malades incurables. Nous allons prolonger nos vies. Nous trouverons une alternative bon marché aux énergies fossiles et nous nettoierons la planète. Je suis fier que mon pays, Israël, se trouve à l'avant-garde de ces avancées technologiques* ». Je dois avouer que je ne suis absolument pas bouleversé par les réalisations scientifiques ou technologiques israéliennes. Je n'ai pas vu non plus la moindre preuve de tentatives déployées par Israël pour sauver l'humanité, ni même la planète. De fait, ce que je vois, c'est carrément le contraire. Toutefois, si Netanyahu salue le progrès scientifique, il devrait alors être le premier à participer à une manifestation en soutien au projet nucléaire iranien ! Mais, nous ne le savons que trop bien, tel ne semble pas être le cas. Pour une raison que j'ignore, il pense qu'au minimum régionalement, l'énergie et les armes nucléaires doivent rester des exclusivités juives.

Netanyahu argue du fait que « *si le fanatisme le plus primitif peut acquérir les armes les plus létales, la marche de l'histoire pourrait être renversée, ne serait-ce que pour un temps.* » Netanyahu a peut-être raison, mais il faut lui faire remarquer que cela vaut pour Israël plus que pour tout autre pays, que pour tout autre Etat ou que pour toute autre société. Pour l'instant, c'est l'Etat juif qui a été pris sur le fait en train de déverser des armes de destruction massive sur une population civile qu'il maintient prisonnière. C'est l'Etat juif qui nous entraîne, tous autant que

nous soyons, dans un fanatisme biblique primitif à base d' « *œil pour œil, dent pour dent* ». Et comme si cela ne suffisait pas, c'est aussi l'Amérique et la Grande-Bretagne qui ont lancé des guerres illégales orchestrées par les néoconservateurs et les collecteurs de dons sionistes. Cette guerre a causé, jusqu'ici, la disparition de plus d'un million de vies humaines.

Reste qu'une fois n'est pas coutume, je suis d'accord avec Netanyahu, lorsqu'il dit : « *La plus importante menace à laquelle le monde soit confronté aujourd'hui, c'est le mariage entre le fanatisme religieux et les armes de destruction massive* ».

De fait, nul ne saurait décrire mieux le danger que représentent l'Etat juif et le sionisme. Israël est bien, en effet, un mariage mortel entre la barbarie génocidaire de masse de l'Ancien Testament, le fanatisme sioniste et un énorme arsenal d'armes de destruction massive chimiques, biologiques et nucléaires, dont certaines ont d'ores et déjà été utilisées.

Les Sabbath Goyim

Comme pour d'autres opérations sionistes de par le vaste monde, Netanyahu est persuadé que les goyim doivent mener les guerres juives. « *Par-dessus tout, la communauté internationale va-t-elle empêcher le régime terroriste de l'Iran de mettre au point des armes atomiques, mettant ainsi en danger la paix mondiale ?* » De fait, permettez-moi de souligner que le Premier ministre Netanyahu a tout faux, en l'occurrence. Si l'Onu est intéressée à apporter la paix à cette région et au monde entier, elle doit, par essence, aider l'Iran à développer son projet nucléaire et même sa capacité nucléaire militaire. Cela semble en effet la seule chose qui soit en mesure de doucher l'enthousiasme expansionnisme létal de l'Empire anglophone, tel qu'il s'est manifesté récemment en Irak, au Pakistan et en Afghanistan. Cela ne fera, assurément, qu'empêcher les sionistes de célébrer leurs symptômes aux dépens de leurs voisins.

A la suite de la transformation réussie des armées américaine et britannique en force supplétive israélienne chargée des missions spéciales, Netanyahu semble s'attendre à ce que l'Onu suive leur exemple et joue un rôle similaire. « *Le Hamas* », dit-il, « *a tiré depuis Gaza des milliers de missiles, d'obus de mortiers et de roquettes sur les villes israéliennes voisines. Année après année, tandis que ces missiles visaient délibérément nos civils, aucune résolution de l'Onu n'a été adoptée, qui condamnerait ces attaques criminelles* ». Je pense qu'il faudrait que quelqu'un rappelle au Premier ministre israélien que le conflit entre le Hamas et Israël n'est pas exactement ce qu'on peut appeler une querelle internationale, la Palestine n'étant pas un Etat souverain et Gaza n'étant rien de moins qu'un camp de concentration dont les Israéliens sont les gardiens. Autrement dit, dans la pratique, le problème est très simple : l'Onu devrait s'occuper exclusivement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés par Israël, ses dirigeants et son armée. Il n'appartient pas à l'Onu de formuler un jugement quel qu'il soit à l'encontre de la partie opprimée.

Rêves de massacres de masse

Il ne faut pas longtemps à Netanyahu pour qu'il nous liste ses mentors idéologiques et ce qui constitue le noyau dur de son inspiration mortelle.

« *Quand les nazis lançaient leurs missiles sur les villes britanniques durant la seconde guerre mondiale...* ». En réalité, ce sont les alliés qui ont rasé au sol des villes allemandes, en faisant des centaines de milliers de victimes... A cette aune biaisée, le Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu aurait dû traîner Roosevelt et Churchill dans le box des accusés, en tant que criminels de guerre. Quelle perversion de la vérité ! Quelle perversion de la justice ! Délégués des Nations Unies, allez-vous admettre cette farce ?

Netanyahu a presque raison. Dans son récit de la Deuxième guerre mondiale, il admet certainement qu'Israël imite les tactiques meurtrières en masse de Roosevelt et de Churchill. Mais il est certain qu'il n'a pas conscience que s'il s'était effectivement agi de morale et de Justice (et non de la sale politique habituelle), Roosevelt et Churchill auraient été accusés de crimes de guerre à une échelle encore bien plus grave. De manière on ne peut plus choquante, Netanyahu tombe dans le piège juridique le plus évident qui soit en assimilant l'action d'Israël à des actes de bombardement en tapis à grande échelle. Pour ceux qui ne le voient pas, c'est là un danger qui fait clignoter les voyants rouges. Dans la perception qu'a de la réalité, Netanyahu, le fait de vitrifier des pays entiers à la bombe nucléaire et d'écrabouiller des villes entières est un acte justifié. Roosevelt et Churchill semblent lui servir de caution morale. De fait, ces déclarations suffisent à rendre clair, pour tout être humain, qu'Israël est une entité génocidaire qui est capable d'amener notre civilisation à une fin dévastatrice.

C'est là un appel à nous réveiller : il ne s'agit pas seulement des Palestiniens ou des Iraniens. De fait, c'est nous tous qui sommes concernés.

Bibi*, l'homme de paix

Voici le Premier ministre israélien prêt à énoncer son mantra pacifiste judéo-centrique : « *Mesdames et Messieurs, tout Israël veut la paix* ». Pourtant, les statistiques nous ont appris récemment que 94 % des Israéliens juifs ont approuvé, eux aussi, les bombardements en tapis de leurs voisins d'à-côté. Il est impossible de ne pas voir une contradiction flagrante entre le verbalisme « *pacifiste* » et la réalité criminelle.

« *Nous exhortons les Palestiniens à faire, enfin, ce qu'ils ont toujours refusé de faire, depuis soixante-deux ans : Dites « oui » à un Etat juif !* » Là encore, je suis d'accord avec le Premier ministre Netanyahu. Un Palestinien peut tout aussi bien dire Oui à un Etat juif, mais pas en Palestine, pas au Moyen-Orient ! Si Obama, Brown, Merkel ou un quelconque autre dirigeant insistant toujours pour approuver la validité ou la nécessité d'un « *foyer national juif* » sur des bases racistes, il (elle) est plus que bienvenu(e) pour allouer des terres en vue d'un tel projet à l'intérieur de son propre territoire. Les Palestiniens doivent dire NON à un Etat juif en Terre sainte ou dans la région. Les Palestiniens ne doivent jamais admettre l'existence d'un Etat juif sur leurs terres. De fait, l'Onu doit

respecter cette ligne et faire tout ce qui est en son pouvoir afin de démanteler ce régime maudit d'apartheid.

Khazarian United

Dans une certaine mesure, le discours de Netanyahu à l'Onu exprime certaines préoccupations profondes que les juifs ont généralement tendance à garder par-devers eux. A la fin du compte, les Israéliens, et les Israéliens ashkénazes, en particulier, savent parfaitement que la Palestine n'est pas précisément la terre de leurs ancêtres. Si les Israéliens juifs ashkénazes, dont Netanyahu, tiennent à retrouver leurs racines, c'est en pays khazar qu'ils doivent aller les chercher. Toutefois, Netanyahu tente de désamorcer ces faits historiques. « *Les juifs ne sont pas des conquérants étrangers de la Terre d'Israël. C'est la terre de nos ancêtres... Nous ne sommes pas des étrangers, pour cette terre. C'est notre patrie* », assène un Netanyahu plein de conviction.

Premier ministre Netanyahu, je vais être simple et clair. Non seulement vous êtes étranger à cette terre, mais vous êtes étranger à toute compréhension possible de la notion d'humanité. De fait, le Mur de Séparation, qui demeurera après la disparition inéluctable de votre « *démocratie réservée aux seuls juifs* » laissera aux générations futures un monument historique stupéfiant de l'identité nationale juive exempte de toute morale, de tout universalisme et de toute fraternité humaine. Le crime contre l'humanité perpétré par l'Etat juif au nom du peuple juif n'est pas quelque chose qu'il sera possible d'effacer des manuels d'histoire avant longtemps. Bien au contraire : ce mur restera, tel un nouveau chapitre mythologique de cette interminable saga de narcissisme compulsif suprématiste pathologique.

« *Nous devons avoir la sécurité* », dit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en concluant son discours. Je suis ici pour le détromper : Israël ne connaîtra jamais la sécurité. Israël est né d'un péché, et son existence dépasse toute notion de morale ou d'existence humaine. L'Etat juif a outrepassé la « *zone de non-retour* ». Il est condamné à disparaître. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est que lorsque cela se produira, le processus d'assimilation et d'intégration des juifs dans la commune humanité sera relancé. En fin de compte, le nationalisme juif, tant de gauche et de droite que du centre, n'a servi qu'à maintenir les juifs à l'écart de tous les autres.

L'histoire du vingtième siècle nous enseigne que cette tendance à s'auto-ségréguer est mauvaise pour l'humanité en général et qu'elle est tout aussi dévastatrice, pour les juifs.

[* *Bibi est le sobriquet de Netanyahu*].

Gilad Atzmon

29/9

Source : [Gilad Atzmon website](#)

Traduction : [Marcel Charbonnier](#)

Gilad Atzmon est un auteur associé à Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la **source**

<http://ism-france.org/news/article.php?id=12758&type=analyse&lesujet=Sionisme>

http://www.alterinfo.net/Le-discours-du-Premier-ministre-israelien-Netanyahu-a-l-Onu-ou-La-pathologie-du-mal_a37371.html

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8837&lg=fr>

1-6 Abdel Bari Atwan : Conférence d'Evaluation de Durban : « Israël a été démasqué, en dépit de la protection des pays occidentaux »

Analyse de la Conférence d'Evaluation de Durban

Abdel Bari Atwan, journaliste palestinien bien connu et rédacteur-en-chef du quotidien (en langue arabe) Al-Quds al-Arabi édité à Londres, a fait part à Silvia Cattori de son analyse de la Conférence d'Evaluation de Durban (tenue à Genève).

Cette interview a été réalisée à Genève, le 23 avril 2009.

Silvia Cattori : Alors, cette Conférence de Durban : une opportunité manquée ?

Abdel Bari Atwan : Je pense, personnellement, que Durban II a été une énorme déception, parce qu'elle n'a pas abordé les problèmes fondamentaux. C'est la diplomatie qui a prévalu. L'Occident et les Etats-Unis, en particulier, ont réussi à prendre la conférence en otage ; ils en ont dévié l'angle de vue.

Durban II avait commencé comme une force puissante dressée contre le racisme. Mais que s'est-il passé ? En raison de la pression des Etats-Unis et d'Israël, la conférence a été déviée. Nous pouvons observer que le « communiqué » final de cette conférence n'est qu'une version édulcorée, et même « édentée » du « communiqué » initial, et qu'il ne cite aucun Etat coupable en particulier.

Personnellement, j'escomptais que cette conférence adopterait une position forte de condamnation de l'agression israélienne contre Gaza, qu'elle condamnerait le racisme israélien, l'apartheid israélien. Mais que s'est-il produit ? A cause des pressions des Etats-Unis, d'Israël et des pays européens visant à imposer un boycott de la conférence, le « communiqué » final s'est avéré totalement creux et extrêmement vague.

J'ai par ailleurs été choqué de voir la délégation palestinienne céder aux pressions, quand les délégations arabes ont obtempéré, acceptant de ne faire aucune référence à Israël, et en particulier à

Israël en sa qualité de pays raciste.

Aussi suis-je réellement déçu, et je reconnais que je suis réellement reconnaissant envers Ahmadinejad, car il a rappelé à tout le monde les véritables problèmes, et spécialement le racisme israélien. Ainsi, en l'absence d'Ahmadinejad, Israël n'aurait même pas été mentionné, et il n'aurait pas été accusé de perpétrer des atrocités contre les Palestiniens.

Il y a un autre point, que je voudrais mentionner : j'ai été déçu de voir les Arabes, et en particulier les Palestiniens, faire toutes ces concessions, omettre toute référence à Israël dans le « communiqué » final, sans avoir strictement rien gagné [en échange], sans même avoir obtenu que les Etats-Unis et Israël daignent participer à la conférence. Ils avaient pourtant consenti à ces concessions à seule fin de persuader les Etats-Unis et Israël d'être présents, en vain..

Pour quelle raison, en réalité ? Je pense qu'au contraire, dès lors qu'ils avaient réalisé que les Américains n'assisteraient pas, que les Israéliens ne viendraient pas, que les Canadiens ne viendraient pas, ils auraient dû insister sur le fait que le communiqué final aurait dû comporter une condamnation énergique du racisme israélien à l'encontre des Palestiniens.

Silvia Cattori : Ainsi, vous n'êtes pas d'accord avec ceux des Palestiniens qui estiment que le président Ahmadinejad a été battu aux points par Israël ?

Abdel Bari Atwan : Non. Je ne suis pas d'accord avec ces Palestiniens-là, les ainsi dits « Palestiniens modérés ». Qu'a fait Ahmadinejad ? Il a rappelé à tout un chacun le racisme d'Israël.

Je pense, personnellement, que le Président palestinien Mahmoud Abbas aurait dû être là, et dire ce qu'Ahmadinejad a dit. Et même en des termes encore plus forts, parce qu'il sait, lui, ce que les Israéliens sont en train de faire, en construisant leurs colonies, leur mur d'apartheid, et qu'ils ont perpétré des massacres à Gaza. Il aurait même dû, en réalité, dénoncer le fait que les Palestiniens ont fait toutes ces concessions, alors qu'ils n'ont rien reçu d'autre, en échange, que davantage de colonies, davantage de check-points militaires, encore plus d'humiliations.

Je pense qu'Ahmadinejad a eu un succès extraordinaire. Il a dit tout haut ce que pensent nombre de Palestiniens, d'Africains, d'Arabes, de musulmans et d'Européens.

Silvia Cattori : Tout analyste honnête ayant effectivement lu l'allocution de M. Ahmadinejad ne saurait considérer celle-ci comme « violente », « antisémite » ou quoi que ce soit de ce genre. Mais il s'avère, au contraire, que les Etats et les médias occidentaux ont réussi, une fois de plus, à travers leur propagande de dénigrement du Président iranien, à isoler l'Iran, tout en faisant un cadeau à Israël ?

Abdel Bari Atwan : Voyez-vous, ce qu'Ahmadinejad a déclaré était extrêmement factuel. Il a dit clairement qu'Israël a été créé sur le dos du peuple palestinien. C'est une donnée de fait. Tout ce qu'il a dit, ce sont des réalités factuelles. Il nous a rappelé ce qui s'est passé, non pas deux millénaires en arrière, mais seulement soixante ans. Et je suis une des victimes de ce genre d'énorme erreur historique.

Ainsi, de fait, si les Européens qui se sont retirés de la conférence ont boycotté le discours de M. Ahmadinejad, c'est parce qu'ils avaient honte ; parce que M. Ahmadinejad leur a remis en mémoire leurs crimes contre l'humanité, leurs crimes contre les Palestiniens. C'est pour cela, qu'ils sont partis.. Les juifs n'ont pas été persécutés par nous, les Palestiniens et les Arabes. Ce sont des Européens qui les ont massacrés, notamment en les gazant. Ainsi, M. Ahmadinejad leur a remis en mémoire leur culpabilité : c'est pour ça, qu'ils sont partis.

Il y a un autre point que je voudrais soulever ici : les Européens nous ont chapitré, depuis soixante ans, parce que nous boycottons les Israéliens, parce que nous refusons de nous asseoir avec eux : « Vous n'êtes pas civilisés, vous êtes dans votre tort : vous devriez vous asseoir avec les Israéliens, mettre votre cause sur la table, discuter avec eux. En les boycottant, vous êtes les perdants ! » Ils ne cessaient de nous bassiner avec ça. Aujourd'hui, en revanche, ils prêchent quelque chose de complètement différent. Aussi ai-je été choqué, parce qu'ils prêchaient une chose, et faisaient autre chose ; ils nous disaient de faire telle chose, et ils sont en train de faire quelque chose de totalement différent. Le troisième point qui m'a réellement mis en colère, dans leur décision de se retirer de la conférence, est que, quand, nous, nous protestions contre des caricatures extrêmement offensantes pour le Prophète Mahomet, ils nous disaient : « Pourquoi faites-vous ça ? C'est la liberté d'expression : tout le monde a le droit d'exprimer son point de vue. Vous ne devriez pas protester de la sorte. »

Et aujourd'hui, c'est aussi la liberté d'expression ! Voici un homme qui exprime son point de vue ; il retrace l'histoire. Il n'est pas en train de nier l'Holocauste, en aucune manière ; il n'a pas, par exemple, nié que les juifs aient été persécutés. Non : il s'est contenté de rappeler des faits historiques. Alors, pourquoi cela n'est-il pas considéré comme relevant de la liberté d'expression ?

Silvia Cattori : Avez-vous été choqué de voir la délégation française donner le signal du départ de la salle aux délégations d'autres pays européens ?

Abdel Bari Atwan : Bien entendu, cela m'a énormément choqué. De fait, j'étais désappointé. Je pense que c'est là une preuve d'hypocrisie. L'Occident est hypocrite. Les Occidentaux disent des choses dont ils ne

croient pas un traître mot. Aussi ne suis-je plus enclin à accepter un quelconque laïus occidental sur la démocratie ou les droits de l'homme, le respect de la religion, ou la liberté d'expression. Ces gens vendent des pommes gâtées : je n'ai nulle envie d'en acheter.

J'ai envie de leur demander : « Pourquoi vous retirez-vous ainsi ? » Laisser cet homme parler et puis répondez-lui ! S'il a dit quelque chose d'erroné, corrigez-le, mais restez !

Ahmadinejad a dit que le peuple palestinien a été carrément chassé de son pays : c'est le cas. Il a dit qu'Israël a été créé au détriment des Palestiniens : c'est le cas. Il a dit que ce sont les Européens qui ont persécuté les juifs : exact ! Alors, qu'y a-t-il à redire, à cela ? Mais parce qu'ils sont à court d'arguments, parce qu'ils sont incapables d'amener des faits qui démentissent ces réalités, ils sont partis. Parce que ce sont des lâches, tout simplement.

Silvia Cattori : Ceux qui ont travaillé dur afin de saboter cette conférence ont donc réussi ?

Abdel Bari Atwan : La conférence a été sabotée par les Etats-Unis, par la France, par Israël, par des Etats européens, et ils s'étaient mis d'accord à cette fin ; c'est ce qui a fait que vingt-trois pays se sont, de fait, retirés de la conférence. Quand ils ont quitté la salle au beau milieu du discours d'Ahmadinejad, c'était quelque chose d'orchestré, c'était une action préméditée.

Pour la France et consorts, c'est la honte !

Silvia Cattori : Il est évident désormais que les organisations juives avaient commencé depuis bien longtemps à prôner un boycott de Durban II. Ainsi, par exemple, le président français (désolée : le président de la France), Nicolas Sarkozy, a nommé un pro-israélien notoire, François Zimeray, au poste d'ambassadeur chargé des « droits de l'homme ». Soutenu par le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, il s'est montré beaucoup plus soucieux de la protection des intérêts israéliens que de justice pour les victimes d'Israël. A votre avis, cette diplomatie brutale et biaisée de la vieille école peut-elle être efficiente ?

Abdel Bari Atwan : Non. Plus maintenant. Ils se font des illusions. Ils ont peut-être, cette fois-ci, réussi à berner les Palestiniens, les Arabes, les musulmans. Mais ils ne réussiront jamais à atteindre leurs objectifs, parce qu'en fin de compte, Israël a été démasqué.

Ahmadinejad a réussi à faire ce que le communiqué final a été incapable de faire. Il a réussi à contourner la manipulation ; il a généré un intérêt médiatique énorme. Et grâce à ça, les gens, dans le monde entier, savent que les représentants français, les pays occidentaux voulaient modifier le cours de l'histoire. Et aujourd'hui, les médias occidentaux n'ont plus la prépondérance : aujourd'hui, nous avons Al-Jazeera en arabe, nous avons Al-Jazeera en anglais, nous avons Internet, et nous avons des blogs. Ici, les gens vont se réveiller. Nous voyons d'ailleurs à un tas de signes que les Européens ne gobent plus cette propagande de caniveau. Un tas de changements sont en train de se produire. Ahmadinejad était sans doute haï par ces gouvernements-là. Mais au Moyen-Orient, dans le monde musulman, on voit désormais en lui un héros.

Silvia Cattori : Il n'a donc pas fait d'erreur ?

Abdel Bari Atwan : Non. Aucune. L'homme s'est montré très retenu ; il a énoncé des faits, uniquement des faits. Il n'a eu recours à aucun effet de manche. Il n'a rien dit de strictement nouveau ; il a dit ce que l'Onu a dit quand il a considéré que le sionisme est un mouvement raciste (en 1975). Quand l'Onu était encore l'Onu, quand les Arabes étaient encore des Arabes, les Nations unies considèrent qu'Israël était un Etat sioniste, un Etat raciste. Aujourd'hui, du simple fait que l'Onu n'est qu'un des services parmi d'autres de l'administration américaine, elle n'est pas indépendante. Ils ont omis cette référence au sionisme en tant que mouvement raciste, mais cela ne pourra pas durer éternellement.

L'année dernière, le président de l'Assemblée générale de l'Onu a dit qu'Israël est un Etat raciste. Il a dit que le sionisme est un mouvement raciste. Alors, pourquoi la conférence de Durban II ne l'a-t-il pas dit ? Pourquoi l'Assemblée générale de l'Onu l'a dit, alors que Durban ne peut pas le dire ? Je pense que c'est du sabotage, c'est une distorsion de l'histoire, et je pense qu'en réalité, Israël a été mis à nu, en dépit de la protection que lui apportent certains pays occidentaux.

Silvia Cattori : Des organisations juives étaient présentes, en grand nombre, à Genève. Leurs militants ont fait beaucoup de chahut ; leurs accusations d'« antisémitisme » et de « négationnisme » ont été largement reprises par les médias. Le Président de la Confédération helvétique, M. Hans-Rudolf Merz, avait eu une attitude très correcte et respectueuse durant la visite du président iranien. Mais la propagande sioniste a poussé notre ministre des Affaires étrangères, Mme Micheline Calmy-Rey, à changer d'avis ; elle a, en définitive, condamné en des termes très durs la déclaration de M. Ahmadinejad. N'est-ce pas là le signe que le lobby pro-israélien a réussi dans ses tentatives d'effrayer les personnalités politiques ?

Abdel Bari Atwan : Les médias ont terrorisés les personnalités politiques dans ce pays, la Suisse, et ils

les ont terrorisés dans les pays d'Europe ; cela tient au fait que la plupart des médias sont contrôlés par le lobby israélien. Et c'est d'ailleurs le problème. C'est vrai, les médias sont coupables, mais je pense que cela ne sera pas éternellement le cas.. Ce chantage exercé sur les médias par les lobbies sionistes se sont avérés contreproductifs, en ce qui concerne l'Occident, parce que ces médias ont trompé la population.

Le système capitaliste est en train de s'effondrer ; pourquoi sommes-nous dans la panade, financièrement ?

Tout simplement à cause de la guerre en Irak, à cause de la guerre en Afghanistan, à cause du soutien apporté aux agressions israéliennes au Liban et dans la bande de Gaza. L'Occident doit se réveiller et dire aux Israéliens : ça suffit ! Vous ne pouvez pas continuer, ainsi, à nous bousiller la vie. Israël est un fardeau moral et sécuritaire pour l'Occident, qui devrait s'en débarrasser au plus vite ; sinon, l'Occident devra acquitter un prix en cre plus élevé, à l'avenir.

Silvia Cattori : Cela signifie-t-il que l'Etat israélien peut poursuivre son épuration ethnique et ses massacres de Palestiniens ?

Abdel Bari Atwan : Cela leur donne assurément un feu vert. En protégeant Israël contre toute condamnation, en occultant la responsabilité et les atrocités d'Israël, ses crimes, ses massacres contre les Palestiniens. Cela aura des conséquences désastreuses pour l'Occident, et cela encouragera Israël à commettre encore plus de massacres. Mais Israël est rattrapé par le temps ; il en va de même en ce qui concerne l'Occident.

Il faut, comme l'on dit, qu'ils se réveillent, parce que le monde change, parce que le Moyen-Orient est en train de changer. Ils n'ont plus l'argent qu'ils avaient l'habitude d'avoir, il y a peu. Ils n'ont plus la foi qu'ils avaient naguère. Aujourd'hui, Israël et l'Occident ont besoin des Arabes, ils ont besoin des musulmans ; ils ont été vaincus en Iraq, et ils vont l'être en Afghanistan, et ils vont être battus en Palestine.

Le Président Bush a dit : « Mission accomplie ! », à propos de l'Irak...

Et, aujourd'hui, que voit-on ? Obama cherche à se retirer aussi rapidement que possible afin de limiter les pertes. Bush avait clamé qu'il avait réussi à faire le boulot, en Afghanistan. Or, aujourd'hui, les Taliban contrôlent plus des neuf dixièmes de l'Afghanistan et ils sont en train de se chercher une voie leur permettant de sortir de Kaboul. De plus, aujourd'hui, ils n'ont plus d'argent, ils sont confrontés à des problèmes d'immigration à partir de l'Afrique, et leur système bancaire est en train de s'effondrer.

Il faut qu'ils se réveillent, et la plupart de leurs problèmes proviennent de ces gouvernements qui sont contrôlés par les lobbies israéliens. Aussi doivent-ils ouvrir les yeux et dire aux dits lobbies : « Vous êtes en train de nous détruire, vous êtes en train de saper nos intérêts, et vous êtes en train de détruire Israël tel qu'il existe. Vous devez changer. Aussi, j'espère que ce message passera.

A Durban II, Israël n'a pas gagné. Il est inexact de dire, par ailleurs, qu'il aurait réussi à faire retomber la responsabilité de la désorganisation sur Ahmadinejad. Il y a quelqu'un, qui est en train de planquer la poussière sous le tapis. Ils s'acharnent à ne vouloir voir que leur propre visage dans le miroir. Ils croient à leurs propres bobards. Ils sont incapables de voir que le monde a fait preuve de beaucoup de sympathie à l'égard d'Ahmadinejad. Celui-ci a dit ce que beaucoup de gens auraient dû dire, lors de cette conférence.

Les médias sont en train d'y laisser des plumes. Ils ne sont plus aussi efficaces que par le passé. Ils n'ont plus leur contrôle habituel. CNN n'est plus l'unique chaîne de télévision d'ampleur planétaire. Reuters n'est plus la seule agence d'information dans le monde. Aujourd'hui, il y a d'autres sources médiatiques. Aujourd'hui, les médias se battent pour leur survie. Le rôle que les médias ont joué au service des intérêts sionistes n'est plus aussi efficace que par le passé. Il est peut-être encore important, mais moins qu'avant ; et il est en train de perdre petit à petit de son influence. L'Occident, lui aussi, est en train de perdre de son influence, graduellement, parce que, comme je l'ai dit, il y a des pouvoirs en train d'émerger, aujourd'hui. La Russie est de retour, l'Inde, le Brésil et la Chine sont en train d'émerger.

Les Etats-Unis n'ont plus le contrôle total qui était le leur

hier. Aussi tout cela va-t-il avoir des effets dévastateurs pour Israël et pour le racisme, à l'avenir.

Silvia Cattori : Dans son intervention, l'ambassadeur de Chine a critiqué ceux qui refusent de reconnaître leur responsabilité, ainsi que les « médias qui diffament les religions et les ethnies ». Les hommes politiques européens ne feraient-ils pas mieux de prendre en compte le fait que la Chine - et la Russie - pourraient être d'excellents partenaires, dans la création d'un monde multilatéral ?

Abdel Bari Atwan : Les Chinois y voient clair. Ils ne veulent pas d'affrontement avec les Américains ; ils ne veulent pas non plus d'affrontement avec les Israéliens, tant qu'ils n'auront pas consolidé leur propre puissance. Ils sont en train de bâtir leur économie, leur puissance militaire, leur place dans le monde et sur la scène internationale ; aussi veulent-ils éviter tout affrontement actuellement.

Et ils savent que les Etats-Unis sont en train de perdre leur puissance, progressivement. Aussi sont-ils en train d'attendre que le fruit pourri américain tombe dans leur giron. S'ils recourent au langage diplomatique, aujourd'hui, c'est tout simplement parce qu'il n'est pas dans leur intérêt d'avoir une confrontation avec les Etats-Unis.

Abdel Bari Atwan

1-7 Neve Gordon : Désobéissance civile des Palestiniens.

En 1846, Henry David Thoreau passait une nuit en prison parce qu'il avait refusé de payer ses impôts. C'était sa façon de protester contre la guerre de conquête qui était menée au Mexique ainsi que contre l'esclavagisme. Quelques années plus tard, il publiait un essai intitulé : "Désobéissance civile", qui a, depuis, été lu par des millions de personnes, parmi lesquelles des Palestiniens et des Israéliens.

Kobi Snitz a lu le livre. C'est un anarchiste israélien <http://www.awalls.org/> qui purge actuellement une peine de prison de 20 jours pour avoir refusé de payer une amende de 2000 shekels.

Snitz, 38 ans, a été arrêté en 2004 avec d'autres militants dans le petit village palestinien de Kharbatha alors qu'il tentait d'empêcher la démolition de la maison d'un membre important du comité du peuple local. Cette démolition, apparemment, avait été décidée à la fois pour intimider et pour punir le dirigeant local qui avait, juste une ou deux semaines auparavant, organisé des manifestations contre le mur d'annexion. Les manifestations et la tentative d'empêcher la démolition de la maison étaient toutes deux des actes de désobéissance civile.

Dans une lettre adressée à un ami la veille de son incarcération, Snitz écrivait : "Moi et ceux qui ont été arrêtés avec moi ne sommes coupables de rien d'autre que de nous opposer aux véritables crimes que commet cet état". Snitz explique également que payer l'amende, c'est reconnaître sa culpabilité, ce qu'il trouve dégradant. Il conclut sa lettre en affirmant que sa punition n'est rien à côté des sanctions infligées aux adolescents palestiniens qui luttent contre l'occupation.

Ces jeunes gens âgés de 13, 14, 15 ou 16 ans, dit-il, sont souvent gardés en détention pendant une vingtaine de jours avant même que les procédures légales ne soient entamées.

Et Snitz n'exagère pas.

Dans un rapport récent, l'organisation humanitaire palestinienne contre le mur Stop the Wall ! et Addameer (pour mettre fin à la Détention Administrative, NDT) évoquent les formes de répression qu'utilise Israël contre les villages qui sont entrés en résistance contre l'annexion de leurs terres. Les deux associations montrent qu'une fois qu'un village décide de lutter contre le mur d'annexion, tous les villageois sont punis. Outre la démolition de maisons, les couvre-feux et d'autres dispositions visant à restreindre les mouvements, l'armée israélienne emploie constamment la violence contre les contestataires – violence destinée la plupart du temps aux jeunes – en les battant, leur lançant des grenades de gaz lacrymogènes et utilisant également des armes létales et non létales.

Depuis 2004, 19 personnes, dont environ la moitié étaient des enfants, ont été tuées au cours de manifestations contre le mur d'annexion. Ces associations humanitaires rapportent que dans quatre villages palestiniens - Bil'in, Ni'lin, Ma'sara et Jayyous — 1566 Palestiniens ont été blessés au cours de manifestations contre le mur. Dans quatre villages seulement, 176 Palestiniens ont été arrêtés pour avoir manifesté contre le mur d'annexion, les enfants et les adolescents ayant été plus particulièrement visés lors de ces campagnes d'arrestations. Le bilan des blessés et de ceux qui ont été arrêtés est sans aucun doute bien plus lourd dans la mesure où il s'agit là de chiffres ne concernant que quelques villages.

Chaque cas a un nom et une histoire. Ainsi, par exemple, l'arrestation de Mohammed Amar Hussan Nofal, 16 ans, qui a été incarcéré avec 65 autres personnes de son village, Jayyous, le 18 février 2009. D'après son témoignage, il a d'abord subi deux heures et demie d'interrogatoire dans l'école de son village.

"Ils m'ont demandé si j'avais participé aux manifestations, mais j'ai tenté de le nier. Alors, ils m'ont demandé pourquoi j'avais lancé un cocktail Molotov sur eux. Je leur ai dit que ce n'était pas vrai, ce qui est exact. Mes parents étaient sur place et ont vu ce qui s'est passé. Ils peuvent le confirmer, je n'ai jamais lancé de cocktail Molotov.

Après avoir été battu pour avoir refusé de se faire prendre en photo avec un document comportant des chiffres et un texte en hébreu, Nofal était envoyé à Kedumim où il était encore interrogé pendant plusieurs heures.

Au cours de l'interrogatoire, le capitaine Faisal (le pseudonyme d'un agent des services secrets) a cherché à le recruter comme collaborateur.

"Le capitaine a menacé d'arrêter mes parents et toute ma famille si je ne collaborais pas avec eux. J'ai répondu qu'ils pouvaient arrêter ma famille quand ils voulaient, mais que ce serait pire si je devenais leur collaborateur. Il a alors répondu qu'ils pourraient confisquer à ma famille les laissez-passer qui leur permettaient d'aller ramasser les olives".

Le seul crime qu'ait commis Nofal a été de protester contre l'expropriation de ses terres ancestrales. Il a passé trois mois en prison, au cours desquels l'administration civile avait décidé de punir également sa famille en refusant de renouveler leur autorisation de travailler en Israël. Comparée à ce que subissent Nofal et des milliers d'autres Palestiniens, la peine de Kobi Snitz est, certes, légère. Mais son geste a valeur de symbole, non pas seulement à cause de sa solidarité avec ses camarades Palestiniens mais aussi parce que, comme des milliers de Palestiniens, il a choisi de suivre l'exemple d'Henry David Thoreau et de commettre des actes de désobéissance civile pour marquer son opposition à la politique immorale d'Israël et à l'oppression de tout un peuple.

Le problème, c'est que le monde extérieur n'est pas au courant de ces actes de résistance. Si on cherche sur Google : "Palestinian violence", on a 86.000 résultats, alors qu'il n'y en a que 47 pour les mots-clés : "Palestinian civil disobedience" – même si cela fait maintenant plusieurs années que les Palestiniens se livrent tous les jours à des actes de désobéissance civile contre l'occupation israélienne.

Thoreau, aurait, je pense, été fier de Nofal, Snitz et de leurs camarades de lutte. Il est capital que les médias et la communauté internationale reconnaissent également leur héroïsme.

Neve Gordon

28 septembre 2009

Neve Gordon enseigne les sciences politiques à l'université Ben Gourion en Israël. Il a écrit : "Israel's Occupation"

<http://www.amazon.com/gp/product/05...>

Traduction : des bassines et du zèle <http://blog.emceebeulogues.fr/> pour le Grand Soir

D'autres articles de Gordon sur le site de Dissident Voice :

<http://dissidentvoice.org/author/NeveGordon/>

Voir son site, également :

<http://www.israelsoccupation.info/>

Article original : "On Palestinian Civil Disobedience", paru dans Dissident Voice

<http://dissidentvoice.org/2009/09/on-palestinian-civil-disobedience/> ,

URL de cet article : <http://site10857.mutu.sivit.org/Desobeissance-civile-des-Palestiniens.html>

2 Annexe

2-1 [Philippe Lewandowski](#) : Palestine : sur l'absence (voulue) d'interlocuteurs.

Les Juifs forment-ils un peuple ?

À cette question ancienne, Shlomo Sand, historien israélien, répond que, contrairement à l'idée reçue, la diaspora ne naquit pas de l'expulsion (mythique) des Hébreux de Palestine, mais de conversions successives en Afrique du Nord, en Europe du Sud et au Proche-Orient. [1]

Voilà qui ébranle un des fondements de la pensée sioniste, celui qui voudrait que les Juifs soient les descendants du royaume de David, et non les héritiers de guerriers berbères ou de cavaliers khazars.

Mais politiquement, pourquoi ne pas focaliser notre attention sur les dirigeants sionistes de l'État d'Israël, et ne pas voir en eux les descendants lointains des anciens Grecs de Sicile ? À l'appui de cette assertion, rappelons une anecdote sur la vie de Denis, tyran de Syracuse, auquel on demandait conseil sur la meilleure façon de régner sans partage.

Pour toute réponse, il coupa la tête d'un épi plus haut que les autres dans le champ où il se trouvait en compagnie de son visiteur : il fallait que rien ne dépasse.

Quittons la métaphore, et comprenons là comme l'élimination préventive de toute direction politique potentielle des adversaires du pouvoir en place.

Assassinats ciblés

Les dirigeants israéliens excellent dans cet exercice dont ils ont fait une politique systématique, directement ou par forces interposées, quelle que soit la couleur politique de la menace pressentie. Dans leur vocabulaire, ils appellent cela des « assassinats ciblés ». Leur liste serait longue à établir, mais quelques rappels permettent de prendre la mesure de l'ampleur de l'entreprise ainsi que de ses conséquences. Continuité : Dans une interview à la BBC réalisée en 1993, Aharon Yariv, ancien chef des renseignements militaires israéliens, a ainsi déclaré « qu'il avait reçu des ordres directs du premier ministre de l'époque, Golda Meir (1969-74), pour assassiner des chefs de la résistance palestinienne partout où ils se trouvaient » [2]. Tous les mouvements de résistance, qu'ils soient laïques ou religieux, ont ainsi payé (et continuent de payer) un lourd tribut aux colonisateurs : Ghassan Kanafani, Abu Ali Mustafa (FPLP), Mohamed Bodia, Thabet Thabet (Fatah), Mahmoud Al-Hamshari, Abu Hassan Salama (Force 17), Fathi Al-Sheqaqi (Jihad islamique), Salah Shehada, Ismail Abu Shanab (Hamas), parmi tant d'autres.

Tous les moyens possibles sont utilisés : commandos, téléphones ou véhicules piégés, missiles ; et tant pis pour les femmes et enfants qui ont le malheur de se trouver près de la victime visée au moment de la frappe. Les assassinats dits ciblés font bel et bien partie de la grammaire guerrière israélienne.

Isolement et emprisonnements

Le long confinement de Yasser Arafat (de décembre 2001 à octobre 2004) à Ramallah est encore dans toutes les mémoires. Cet emprisonnement aussi symbolique que réel ne saurait être l'arbre qui cache la forêt : des milliers d'emprisonnements bien réels, consistant en grande partie en otages (au sens propre du terme, à différencier donc de prisonniers de guerre) civils, mais aussi en dirigeants politiques, à la fois connus et reconnus. Et s'il faut rappeler l'arrestation et la détention sans jugement des 45 députés régulièrement élus du Hamas, les laïques ne sont pas épargnés, comme, pour n'en citer que deux, Marwan Barghouti (Fatah) ou Ahmed Saadat (FPLP).

Comme par hasard, il s'agit de dirigeants de poids, voire, en ce qui concerne Barghouti, du représentant d'une possible alternative à un Mahmoud Abbas bien discrédité.

Régulièrement décapitées, les organisations palestiniennes en sont donc réduites à voir se succéder de nouveaux dirigeants, forcément moins expérimentés, et sans doute plus enclins à céder aux provocations. Comment ne pas voir là le résultat d'une politique délibérée, celle-là même qui permet ensuite au gouvernement israélien de prétexter l'absence de tout interlocuteur pour éviter ou repousser sine die toute négociation sérieuse ?

Après Gaza

Si l'objectif des dirigeants israéliens avait été la destruction du Hamas, ils auraient publiquement reconnu leur échec en entamant des négociations – fussent-elles indirectes, comme c'est effectivement le cas – avec ses représentants. Mais tel ne devait pas être le fond de leurs intentions, qui demeure inchangé : refuser toute vraie négociation et poursuivre la colonisation, en provoquant puis en attisant la division des Palestiniens.

Ils oublient qu'il leur est impossible d'éradiquer tout un peuple ; même en poursuivant à outrance une politique d'élimination de toute élite palestinienne, fût-elle potentielle : restriction des possibilités d'études pour les étudiants, prises pour cibles, comme lors de l'agression de Gaza, d'écoles dans lesquelles se sont réfugiés des enfants, élites de demain.

Ils sont tellement imbus de leur supériorité militaire qu'ils ne se sont même pas rendus compte qu'ils détruisaient psychologiquement leur propre société en tant que corps susceptible de s'intégrer dans un Proche-Orient en paix. Après l'assassinat de Rabin, après la défaite d'une gauche qui s'est suicidée à force de mener une politique de droite (notamment sur la question de la colonisation), que peuvent-ils encore répondre à ceux qui disent à Israël : « Nous n'avons plus de partenaire ! » [3]

La dernière étude de la CIA prévoit que sous sa forme actuelle, l'existence de l'État d'Israël pourrait ne pas excéder les vingt prochaines années : Le rapport prédit "un mouvement inexorable d'une solution de Deux à Un État, comme modèle le plus viable fondé sur des principes démocratiques de pleine égalité qui éliminerait le spectre menaçant de l'apartheid colonial et permettrait le retour des réfugiés de 1947/1948 et de 1967.

Ce modèle est la condition préalable à la paix dans la région." [4]

Les Grecs de Sicile se sont finalement intégrés à Rome.

Philippe Lewandowski

18 avril

Notes

[1] Shlomo Sand : Comment le peuple juif fut inventé.- Paris : Fayard, 2008.

[2] Yasser Al Banna : Un demi-siècle d'assassinats israéliens, article du 22/08/2003.- site de l'International Solidarity Movement. org/news/, consulté le 11 février 2009.

[3] Leila Shahid : Nous n'avons plus de partenaire, Info-Palestine consulté le 22/02/2009.

[4] Cité par Franklin Lamb : La peur de la solution à un État : Pérès sert ses arguments bidon à Washington, site de l'ISM, consulté le 22/02/2009.

Répondre à cet article

<http://www.democratie-socialisme.org/spip.php?article1877>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19